



**Les accidentés de la vie, une nouvelle fois laissés pour compte,  
Monsieur le président ?**

**L'Association des accidentés de la vie, FNATH, consciente de l'extrême gravité dans laquelle se trouve le pays, appelle le président de la République à faire cesser les violences et l'impasse sociale qui est celle de la France depuis plus de 30 ans.**

Elle demande à Emmanuel Macron de ne pas oublier de consulter les associations qui luttent, sur le terrain, contre la précarité sociale, pour la prévention de la désinsertion sociale des victimes du travail, des personnes en situation de handicap et des pensionnés de l'invalidité.

Les personnes en situation de handicap, les accidentés de la vie et leurs familles subissent, elles aussi, depuis des décennies et des décennies, des situations de discriminations professionnelle et sociale. Elles sont contraintes de vivre dans une société qui n'est pas accessible pour elles, se trouvent confrontées à un chômage deux fois supérieur à la moyenne nationale, ne bénéficient pas du droit à l'instruction comme tous les autres enfants, et souffrent de multiples inégalités notamment dans l'accès aux soins. Il en est de même pour les victimes du travail et les pensionnés de l'invalidité sur le dos desquelles des économies budgétaires sont réalisées alors qu'elles vivent le plus souvent sous le seuil de pauvreté.

Depuis 30 ans, et malgré les rapports officiels qui le demandent, les pouvoirs publics refusent d'améliorer l'indemnisation des victimes du travail qui sont, le plus souvent, licenciées pour inaptitude et auxquelles il est versé un capital ou une rente trimestrielle de misère comme solde de tout compte pour avoir perdu leur santé au travail. Pourtant ce régime n'a pas été revu depuis la fin du 19ème siècle à l'époque de Zola !!!

Il est urgent, aujourd'hui, que la construction des politiques sociales et d'inclusion soient revues, sans délai, pour que les aspirations des personnes soient réellement et pleinement comprises, prises en compte et respectées. Il faut sortir de la politique du mépris et des décisions cyniques qui plongent les familles et les personnes dans le désespoir social.

La FNATH **formule 25 propositions**, dont un certain nombre reprises d'un récent rapport de l'IGAS sur la prévention de la désinsertion professionnelle et demande instamment que l'indemnisation des accidents du travail et maladies professionnelles soit, enfin, réformée.

C'est précisément dans ces périodes que le "vivre ensemble", la citoyenneté et la dignité, permettront de sortir de cette crise politique et sociale majeure.

